

## **Poursuivons la mobilisation jusqu'au retrait**

Samedi 5 décembre, les manifestantes et manifestants ont exercé leurs droits les plus fondamentaux, en se joignant aux Marches des libertés et des justices dans 90 villes, contre la proposition de loi «Sécurité globale» et contre les injustices.

La coordination #StopLoiSécuritéGlobale, qui dénonce depuis le 8 novembre les atteintes aux libertés fondamentales, se félicite de cette nouvelle mobilisation massive qui fait suite aux Marches des Libertés du 28 novembre et leurs 500 000 manifestant-es partout en France. Cette semaine, la diversité et l'ampleur des cortèges témoignent de l'enracinement de la contestation contre la proposition de loi «Sécurité globale», tandis que d'autres villes ont rejoint le mouvement.

Dans la quasi-totalité des villes, les cortèges mêlant souvent slogans contre la loi sécurité globale, pour la liberté d'expression et des revendications contre le chômage et la politique anti-sociale du gouvernement se sont déroulés dans le calme et la détermination des manifestant-es.

A Paris, la manifestation autorisée entre la Porte des Lilas et la Place de la République a été très vite dénaturée par la stratégie délibérée de la terre brûlée mise en place par la préfecture de police de Paris. Alors que des dizaines de milliers de personnes étaient venues manifester pacifiquement à Paris, cette stratégie a abouti à de nouvelles violences, à des mutilations et à des blessures graves. Cette stratégie entrave le droit de manifester. Nous le dénonçons. La coordination tient à remercier les services d'ordre des organisations syndicales qui ont protégé les manifestant-es.

Depuis un mois, la coordination #StopLoiSécuritéGlobale exige le retrait des articles 21, 22 et 24 de la proposition de loi « Sécurité globale » et du Schéma national de maintien de l'ordre. Le président Emmanuel Macron doit recevoir ses représentant-es et apaiser le pays en entendant nos revendications. Elles protègent les libertés publiques fondamentales et écartent toute tentative de surveillance de masse.

Emmanuel Macron n'a apporté aucune réponse lors de son interview accordée le 4 décembre à Brut. C'est pourquoi la coordination #StopLoiSecuriteGlobale appelle à poursuivre la mobilisation jusqu'au retrait. A ce jour, l'Elysée n'a pas répondu à notre demande d'entrevue avec Emmanuel Macron.

**Le 6 décembre 2020.**